

moyens classiques pour détruire les installations nucléaires du Pakistan avant que celui-ci ait eu le temps de mettre au point sa propre bombe.

Mais l'attaque n'a jamais eu lieu, et Rajiv Gandhi, fils et successeur d'Indira, a conclu avec le président pakistanais Mohammed Zia Ul-Haq en décembre dernier, un accord aux termes duquel chacune des parties s'est engagée à ne pas attaquer les installations nucléaires de l'autre.

"Bombarder leurs installations nucléaires serait d'une stupidité criminelle", dit M. Subrahmanyam. "Ils riposteraient en bombardant les nôtres, et nous avons beaucoup plus à perdre puisque leurs installations

sont alimentées en uranium, tandis que les nôtres fonctionnent au plutonium" (qui pose un bien plus grand danger).

En revanche, les faucons ont persuadé M. Gandhi de rejeter l'offre du Pakistan suivant laquelle chaque pays consentirait à faire inspecter ses installations nucléaires – soit par l'autre, soit par des États tiers – afin de garantir que les matériaux fissibles destinés à un usage pacifique ne servent pas à des fins militaires. M. Gandhi prétend qu'il est facile de déjouer ce type de surveillance, mais il est probable que son gouvernement cherche surtout à se ménager toute liberté de manoeuvre.

Tandis que M. Subrahmanyam et d'autres faucons veulent que le premier ministre Gandhi ne se prive d'aucune option, le professeur Dharendra Sharma du *Centre for Studies in Science Policy*, à l'Université du Jawâharlâl Nehru, réclame une répudiation inconditionnelle de l'arme nucléaire. Le *Committee for a Sane Nuclear Policy* (COSNUP) qu'il dirige et qui regroupe deux juges retraités de la Cour suprême, une poignée de députés, quelques officiers à la retraite et plusieurs écrivains et universitaires très en vue, a demandé que l'Asie du Sud soit déclarée région dénucléarisée.

Ces militants anti-nucléaires ont pris peur lorsque M. Gandhi, de passage à Paris pendant l'été de 1985, a fait certaines déclarations laissant sous-entendre que l'Inde pourrait assembler et déployer sous cape des armes nucléaires comme parade aux mesures prises par le Pakistan. Le professeur Sharma soutient qu'une telle politique clandestine serait contraire à une loi votée par le Parlement en 1962 et stipulant que le programme nucléaire de l'Inde ne doit servir qu'à des fins pacifiques.

Le COSNUP a été rassuré par une déclaration ultérieure de M. Gandhi à Tokyo, déclaration qui semblait démentir les propos qu'il avait tenus à Paris. Mais le Comité, qui affirme avoir contribué à ce revirement, craint toujours que les "intérêts militaro-industriels" l'emportent sur la "voix de la raison" et transforment un jour l'Inde en un État doté d'armes nucléaires.

Le professeur Sharma réfute l'argument voulant que la menace exercée par le Pakistan justifie la nucléarisation de l'Inde. "Nous ne sommes menacés par aucun pays", soutient-il. "Le Pakistan ne peut survivre que grâce à la bonne volonté de l'Inde ou à la caution d'une superpuissance. Ces deux conditions n'existaient pas à l'époque de la guerre de 1971. C'est notre pays qui est en faute. C'est nous qui avons acculé le peuple pakistanais à cette solution suicidaire. C'est nous qui avons lancé le programme nucléaire. Or, le bien-être de l'Asie du Sud nous incombe dans une certaine mesure."

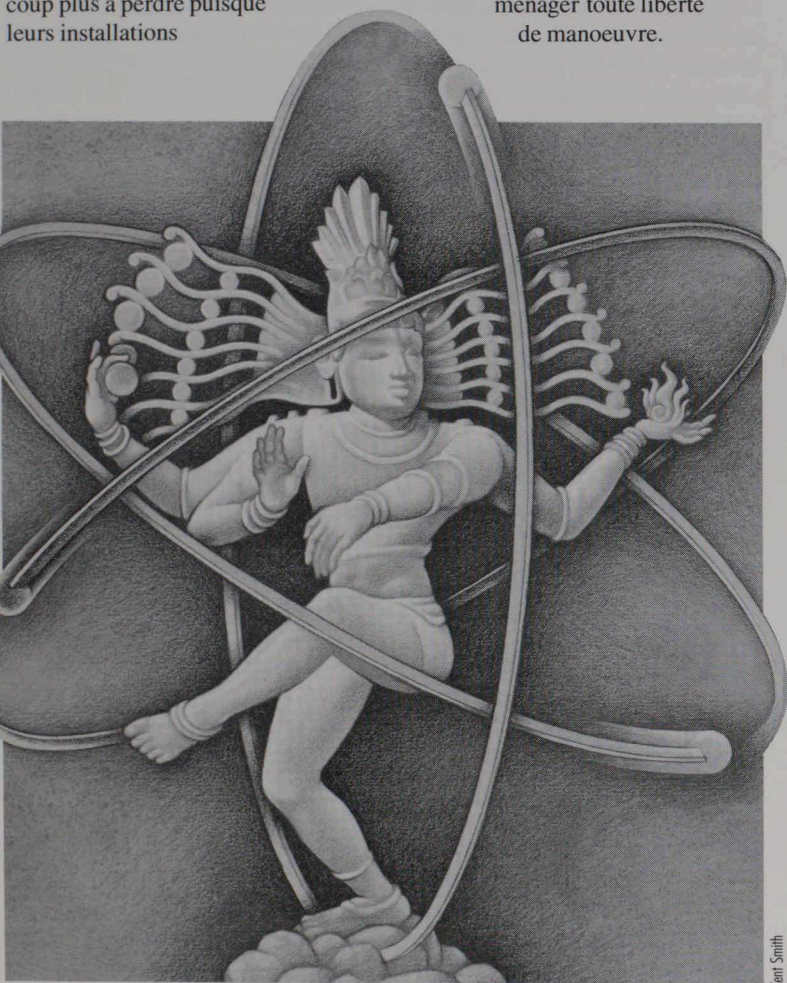
Le professeur Sharma est persuadé que le programme indien de production d'énergie nucléaire a surtout été lancé pour "épater les pauvres". Il

soutient que la production énergétique s'est avérée si faible et si coûteuse que seules des visées militaires peuvent expliquer que l'Inde ait affecté une part démesurée de ses ressources peu abondantes à ce programme. Le professeur Sharma croit en outre que les armes nucléaires serviront beaucoup plus à accroître le prestige international de son pays qu'à favoriser sa sécurité. "Notre but est d'accéder au rang des superpuissances dès 1995. Le jour où nous aurons des fusées nucléaires, les États-Unis seront obligés de nous respecter."

Quelles que soient les décisions futures de l'Inde en matière d'armements nucléaires, elles seront probablement enveloppées du secret le plus complet. Les budgets de la défense et de l'énergie atomique n'ont jamais été débattus au Parlement indien. L'option nucléaire a fait l'objet de certaines discussions dans la presse indienne, et l'élite du pays apporte un appui considérable au gouvernement qui joue un rôle de tout premier plan dans l'initiative de désarmement des cinq continents, laquelle s'adresse aux superpuissances. Mais le COSNUP mis à part, le public semble se poser peu de questions sur le rôle de l'Inde dans la prolifération nucléaire.

M. Subrahmanyam explique en ces termes le détachement qu'affiche l'opinion indienne face à la question nucléaire: "Tout débat est fonction des connaissances qui l'animent. Si l'opinion du pays n'est pas suffisamment informée, le débat sera forcément limité." Mais le professeur Sharma riposte que le gouvernement a créé un climat défavorable à l'expression de tout sentiment anti-nucléaire: "Nous n'avons pas encore atteint ce stade de développement où il est possible de s'opposer au militarisme sans qu'on vous accuse de manquer de patriotisme." □

*M. Sheldon Gordon est un spécialiste de l'actualité internationale qui écrit pour le conseil de rédaction du Globe and Mail. Il a passé deux mois en Inde au début de la présente année grâce à une bourse que lui avait décernée l'Asia Pacific Foundation of Canada.*



■ En 1974, après que l'Inde eut fait exploser un engin nucléaire, le Canada a suspendu son "accord de coopération" en matière nucléaire avec ce pays. Les représentants indiens ont alors fait valoir que l'uranium qui avait servi à fabriquer le plutonium employé dans la bombe n'avait pas été importé du Canada et que, par conséquent, l'Inde n'avait pas violé l'accord original conclu avec le Canada. En 1976, après avoir tenté en vain d'élaborer un accord qui aurait respecté sa politique de non-prolifération, le Canada a mis fin à toutes ses exportations de matières nucléaires à destination de l'Inde.

Le Pakistan n'était pas disposé, lui non plus, à se plier aux dispositions énoncées dans la politique canadienne de 1974 relative à la non-prolifération. En 1976, notre pays a donc mis fin à sa coopération avec le Pakistan en matière nucléaire. – N.D.L.R.